HAL
open science

Nationalisme hindou : le retour des radicaux

Christophe Jaffrelot

To cite this version:

Christophe Jaffrelot. Nationalisme hindou : le retour des radicaux. 2003. hal-01065045

HAL Id: hal-01065045

https://sciencespo.hal.science/hal-01065045

Preprint submitted on 17 Sep 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

NATIONALISME HINDOU : LE RETOUR DES RADICAUX

Christophe Jaffrelot
Directeur du CERI – Sciences Po/CNRS

Le Bharatiya Janata Party – Parti du peuple indien – au pouvoir à New Delhi – est en passe de renouer avec le nationalisme hindou militant des années 1980-90, une période qui, du coup, avait été marquée par des violences anti-musulmanes sans précédent depuis la Partition de 1947. Ce revirement s'explique par l'incroyable succès électoral d'un des leaders régionaux du BJP, Narendra Modi, le chef du gouvernement du Gujarat dont la xénophobie extrême s'avère tellement populaire dans certains secteurs de la classe moyenne que les chefs du parti s'apprêtent à l'imiter pour reconquérir cette base électorale traditionnelle.

Il y a dix ans les violences de Bombay marquaient le point culminant d'un cycle d'émeutes entre hindous et musulmans qui avait commencé en 1989 et dont l'enjeu central était la mosquée d'Ayodhya. Dans cette ville de l'Uttar Pradesh, que les hindous regardent comme le lieu de naissance du dieu Ram, les envahisseurs Moghols avaient construit, au XVIème siècle, une mosquée. A partir de 1985 les nationalistes hindous ont réclamé ce site sacré avec une insistance croissante. Cette demande a été au cœur de toutes les campagnes électorales, chaque fois plus violentes, de la fin des années 1980 au milieu de la décennie suivante. Officiellement, les émeutes ont fait plus de 5 000 morts entre 1989 et 1992, pour la plupart des musulmans. Ces violences ont directement contribué à l'essor électoral du principal parti nationaliste hindou, le BJP: les émeutes inter-communautaires polarisaient en effet l'électorat de telle sorte que la majorité hindoue (83% de la population indienne) était de plus en plus amenée à voter pour leur « défenseur » attitré.

Le calme est revenu quand les leaders nationalistes hindous ont compris que la stratégie de la violence avait atteint ses limites: en décembre 1992, des activistes hindous ont démoli la mosquée d'Ayodhya pour y construire un temple, la vague d'émeutes a alors atteint son paroxysme à travers toute l'Inde, notamment à Bombay où les représailles musulmanes ont aussi pris la forme d'attentats aveugles faisant 250 victimes en mars 1993. Les élections régionales organisées peu après ont sanctionné le BJP pour son

jusqu'auboutisme : la stratégie ethno-religieuse ne faisait plus recette. Les leaders du parti ont alors imposé une ligne modérée, qu'incarnait bien le leader de l'opposition au Parlement, Atal Bihari Vajpayee. Il s'agissait non seulement de présenter un profil moins agressif aux électeurs, mais aussi de rassurer les autres partis de l'opposition dont le BJP aurait besoin pour battre le Congrès – ce qu'il parvint à faire en 1998 : Vajpayee forma alors le gouvernement avec l'appui de 18 partis régionaux qui, pour la plupart, ne partagent pas le nationalisme hindou du BJP. D'où les termes du contrat de gouvernement qui fut conclu alors : il y était prévu que le pouvoir ne remettrait pas en cause le statu quo à Ayodhya, où bien des nationalistes hindous réclamaient la construction d'un temple.

LE « MODELE » DU GUJARAT

Cette ligne politique modérée a été contestée à partir de 2001, suite à l'accumulation des défaites électorales du BJP: en quelques années le parti a en effet été évincé du gouvernement de tous les Etats importants et même de plus petits, comme l'Himachal Pradesh qu'il vient de perdre lors d'élections régionales.

Début 2002, alors que l'Uttar Pradesh – le dernier grand Etat gouverné par le BJP – s'apprêtait à tenir ses élections régionales, l'aile radicale du BJP a exigé d'y faire campagne sur le thème d'Ayodhya. Elle a trouvé un allié de poids dans la Vishva Hindu Parishad (l'Assemblée hindoue universelle). Cette organisation, comme le BJP, procède du RSS (Rashtriya Swayamsevak Sangh – l'Association des Volontaires Nationaux), une sorte de société secrète aux méthodes para-militaires qui, depuis sa création en 1925, cherche à muscler la communauté hindoue, au moral comme au physique et qui, pour cela, a créé des filiales : si le BJP est son « front politique », la VHP travaille dans le secteur religieux, avec pour mission d'organiser les différentes sectes de l'hindouisme. A ce titre, la VHP suit le dossier d'Ayodhya depuis le début.

En janvier 2002, c'est elle qui a pris l'initiative d'acheminer des milliers de militants à Ayodhya, en Uttar Pradesh, pour commencer la construction du temple, en pleine campagne électorale. Les pouvoirs publics les en ont empêché car le Premier ministre Vajpayee restait fidèle à sa ligne modérée. Or le BJP a perdu lourdement lors de ce scrutin et les militants de la VHP, de retour chez eux, ont manifesté leur dépit avec une rare agressivité. Ceux qui rentraient au Gujarat, le plus souvent en train, ont multiplié les provocations à l'encontre des musulmans qui croisaient leur chemin. Ceux-ci ont alors été à l'origine d'un geste de représailles inouïes : l'incendie d'un wagon rempli de militants de la VHP, en gare de Godhra (Gujarat), le 27 février 2002. Un acte criminel qui fit 57 morts.

C'est le prétexte qu'attend Narendra Modi, le chef du gouvernement BJP du Gujarat, pour orchestrer une campagne anti-musulmane à quelques mois des élections dans son Etat. Il dénonce aussitôt une action préméditée de longue date, fait exposer les corps des victimes, attribue l'incendie à des jihadistes de mêche avec le Pakistan et soutient en sous main une opération ville-morte lancée par la VHP. Cette action dégénère à Ahmedabad, puis dans la plupart des grandes villes du Gujarat. Des milliers d'assaillants, répartis en escouades très bien organisées et armées jusqu'aux dents se livrent aux pires atrocités contre les quartiers musulmans. Les femmes et les enfants sont des cibles privilégiées d'une vague de violence qui dure pendant des semaines, car la police a visiblement reçu l'ordre de ne pas intervenir. C'est la première fois, depuis la Partition de 1947, qu'un tel scénario se déroule en Inde : les tracts anonymes qui circulent alors adoptent le langage de la purification ethnique. Le bilan officieux des violences que l'on doit aux ONG actives sur place fait état de 2000 tués en quelques semaines.

Les alliés du BJP s'émeuvent un peu, le Premier ministre Vajpayee proteste mais Modi persiste avec l'appui de la VHP et du vice Premier ministre, L.K. Advani. Il dissout l'assemblée du Gujarat pour organiser des élections le plus vite possible. La Commission électorale résiste avant d'en fixer la date au 12 décembre : c'est un triomphe pour le BJP qui franchit la barre des 50% des suffrages et remportent près de trois quarts des sièges. Les circonscriptions où les émeutes ont été les plus sanglantes auront été les plus promptes à voter pour les nationalistes hindous. Alors Vajpayee félicite Modi et le parti bascule dans la stratégie ethno-religieuse : son président, Venkaih Naidu, annonce que le Gujarat servira de modèle aux branches régionales du BJP dans les très nombreux Etats où des élections sont prévues en 2003. La VHP lui dicte déjà son agenda : au Madhya Pradesh, un des Etats, avec le Rajasthan, appelés aux urnes cet automne, un enjeu comparable à celui d'Ayodhya, est déjà au centre d'échauffourées.

LA NOUVELLE GUERRE CONTRE LE JIHAD

L'Inde s'apprête-t-elle à revivre les violences d'il y a dix ans ? Le scénario gujarati est-il reproductible ? La configuration du Gujarat ne se retrouve certes nulle part à l'identique principalement du fait que le pouvoir y était aux mains du BJP depuis 1995 (hormis un bref intermède), de sorte qu'il avait eu le loisir de placer ses hommes dans tout l'appareil d'Etat. Mais la vague anti-musulmane qui balaie l'Inde aujourd'hui n'en reste pas moins préoccupante, ne serait-ce qu'en raison de la popularité de Modi qu'elle alimente, notamment au sein de la classe moyenne urbaine – l'électorat traditionnel du BJP. En fait bien des hindous ne sont pas loin de se vivre en état de guerre contre l'islam, comme les

américains de l'après 11 septembre. L'attentat du 13 décembre 2001 dans l'enceinte du Parlement indien, attribué à des islamistes pakistanais ayant trouvé des relais parmi les musulmans de l'Inde a renforcé la psychose qu'entretenait déjà la chronique des violences au Cachemire : aux yeux des nationalistes hindous, leur communauté est menacée par une internationale islamiste dont les musulmans de l'Inde forment une cinquième colonne.

Le même sentiment de vulnérabilité était déjà à l'origine de la création du RSS en 1925, lorsqu'il s'agissait de répondre à la mobilisation pan-islamique des musulmans indiens pour la défense du Califat; il était aussi au cœur du mouvement d'Ayodhya des années 1980, lorsqu'il s'agissait de réagir à la Révolution iranienne, aux campagnes de conversions des islamistes et au biais pro-musulman du Congrès. Aujourd'hui la menace a changé de forme : c'est le « terrorisme jihadiste » – une formule consacrée par l'usage de Modi pendant sa campagne électorale –, mais la logique des représailles hindoues est la même.

En créant les conditions d'une nouvelle vague d'émeutes à usage électoral, le BJP et la VHP risquent de produire ce qui n'est encore que leur phantasme : un mouvement islamiste violent en Inde. Nul doute que des organisations jihadistes basées au Pakistan (ou ailleurs) sont à l'affût d'un tel développement et sauront armer les volontaires. Quelle autre issue y aura-t-il pour la jeunesse musulmane, si, déjà paupérisée, elle ne bénéficie en outre d'aucune des protections que l'Etat est supposé assurer aux citoyens de toutes confessions ?